

ÉVALUATION DES BESOINS ET SITUATION DE LA VULNÉRABILITÉ DES MIGRANTS EN TRANSIT

À GOGUI (KAYES) - MALI

Juin 2023

Publication septembre 2023



DTM
MATRICE DE SUIVI
DES DÉPLACEMENTS



SOMMAIRE

CONTEXTE.....	4
MÉTHODOLOGIE.....	4
PROFIL DES MIGRANTS.....	5
STATUT PROFESSIONNEL DES MIGRANTS.....	6
VULNÉRABILITÉS ET TRAITE DES MIGRANTS.....	7
BESOINS DES MIGRANTS.....	8

Les avis exprimés dans ce rapport sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), des donateurs et des partenaires. L'OIM croit profondément que la migration humaine et ordonnée est bénéfique pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale afin d'aider à résoudre les problèmes opérationnels que pose la migration ; de faire mieux comprendre quels en sont les enjeux, d'encourager le développement économique et social grâce à la migration et de préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants. Les cartes fournies le sont uniquement à titre illustratif. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielles de ces frontières de la part de l'OIM.

Cette évaluation des besoins des migrants en transit à Gogui, a été réalisée grâce au soutien du projet régional AVUMED II.

© 2023 Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)

Pour toute information extraite de ce document, qu'elle soit citée, paraphrasée ou utilisée de quelque manière que ce soit, la source doit être mentionnée comme suit : "Source :OIM [Septembre, 2023], Matrice de Suivi des Déplacements (DTM)".

CONTEXTE

Le Mali, un des pays de la région d'Afrique de l'Ouest, particulièrement sollicité dans les mouvements migratoires du fait de sa position géographique reliant les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Nord. Il est devenu à la fois un pays de départ, de transit et de destination des migrants. Ces migrants observés, sont principalement des ressortissants des pays d'Afrique de l'Ouest, frontaliers du Mali, qui sont motivés pour la recherche d'opportunité économique dans les sites d'orpillages ou vers les pays du Maghreb. Au Mali, six points de suivi de flux de l'OIM (Hermakono, Benena, Gogui, Gao, Tombouctou et Ménaka) permettent de capturer en même temps les flux de migrants saisonniers et ceux en partance ou de retour des pays d'Afrique du Nord, notamment l'Algérie, la Libye, le Maroc et la Mauritanie ou au-delà.

En 2022, environ 513 300 flux transfrontaliers de migrants ont été observés aux différents points de suivi. Dans cet important nombre de migrants, 7 pour cent ont transité par le point de suivi de Gogui se rendant en Mauritanie ou y retournant. Cette proportion est composée de 22 pour cent de femmes migrantes et de 8 pour cent de mineurs. Ils sont principalement des Maliens, Ivoiriens et Guinéens, motivés pour la recherche d'emploi ou de moyens de subsistance en Mauritanie, au Maroc ou au-delà. Quant à d'autres, ils retournent de leur voyage de façon volontaire ou forcé. Cependant, les migrants qui traversent le FMP de Gogui présentent souvent des signes de besoins immédiats et de détresse extrême; mais le manque de données précises et spécifiques sur les besoins et les vulnérabilités des migrants empêche l'adoption d'une réponse de protection et d'assistance appropriée. Ce rapport d'évaluation des besoins élaboré dans le cadre du projet AVUMED II, permettra le développement et le déploiement d'une aide efficace, nécessaire et vitale aux migrants vulnérables voyageant entre le Mali et la Mauritanie. Il est structuré en quatre parties à savoir le profil des migrants, le statut et la raison du voyage, les vulnérabilités et traite, et les besoins.

MÉTHODOLOGIE

L'enquête a visé les migrants en provenance ou à destination de la Mauritanie, transitant par la ville de Gogui. En l'absence d'une base de sondage, la méthode d'échantillonnage non probabiliste (méthode par quotas) a été utilisée en tenant compte de la structure de la population migrante au FMP de Gogui selon la direction des flux et le sexe des migrants. Elle a touché 563 migrants en provenance ou à destination de la Mauritanie. La collecte des données s'est déroulée du 31 mai au 26 juin 2023 au niveau du point de suivi de flux et des lieux de transit de la ville de Gogui.

Limites

L'échantillon choisi n'est pas basé sur une méthode probabiliste, les résultats ne doivent pas être généralisés sur l'ensemble des flux observés à Gogui. Les migrants à destination de la Mauritanie sont souvent réservés de fournir des informations. Cette situation peut refléter sur la qualité des données collectées. L'enquête permet de donner un aperçu sur les situations de vulnérabilités et sur les besoins des migrants enquêtés transitant par Gogui.

Q RÉSULTATS CLÉS

- 563 migrants ont été enquêtés dont 57 pour cent en provenance de la Mauritanie.
- Ils sont principalement des Maliens (71%), Guinéens (9%), Ivoiriens (8%) et Burkinabés (5%)
- Les raisons évoquées par les migrants en partance ont été la recherche d'emploi (84%), la situation familiale difficile (8%) et le rapprochement du conjoint ou réunification familiale (7%).
- Les migrants en provenance de la Mauritanie étaient des cas de retours forcés.
- Les catégories vulnérables répertoriées représentent 12% dont 8% de personnes âgées et 4% de femmes enceintes.
- 12% des migrants étaient endettés, dont la majorité (60%) subissaient des pressions de paiement.
- Les principaux événements subis par les migrants ont été la détention (34%), l'emprisonnement (12%) et la violence physique (8%).
- 6% des migrants ont affirmé être malade au moment de l'enquête. 59% mangeaient qu'une fois par jour.
- 9 migrants sur 10 vivaient sans abris ou dormaient dans les gares routières.
- 77% des migrants avaient besoin de contacter leur famille, principalement pour des demandes d'argent et d'assistances.



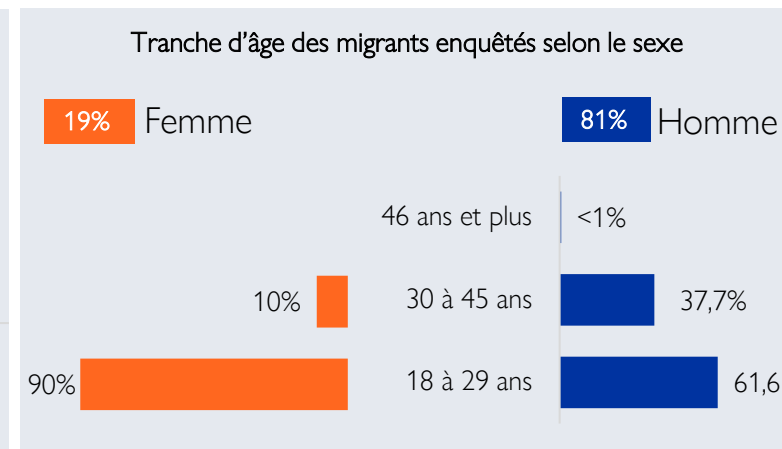
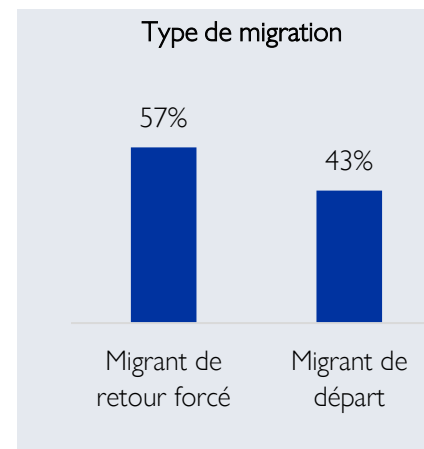
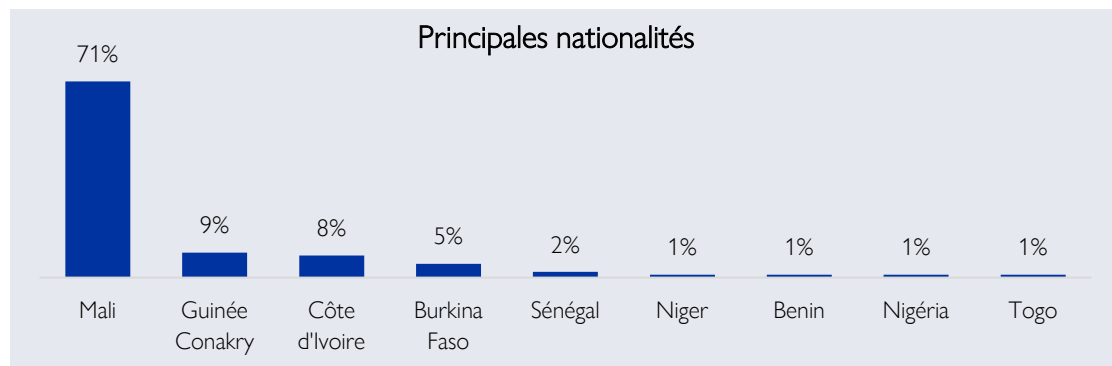
PROFIL DES MIGRANTS

Parmi les 563 migrants enquêtés, la majorité (58%) sont des retours forcés ou volontaires de la Mauritanie. Cette tendance des retours a été remarquable dans les flux de migrants au FMP de Gogui au cours des deux dernières années.

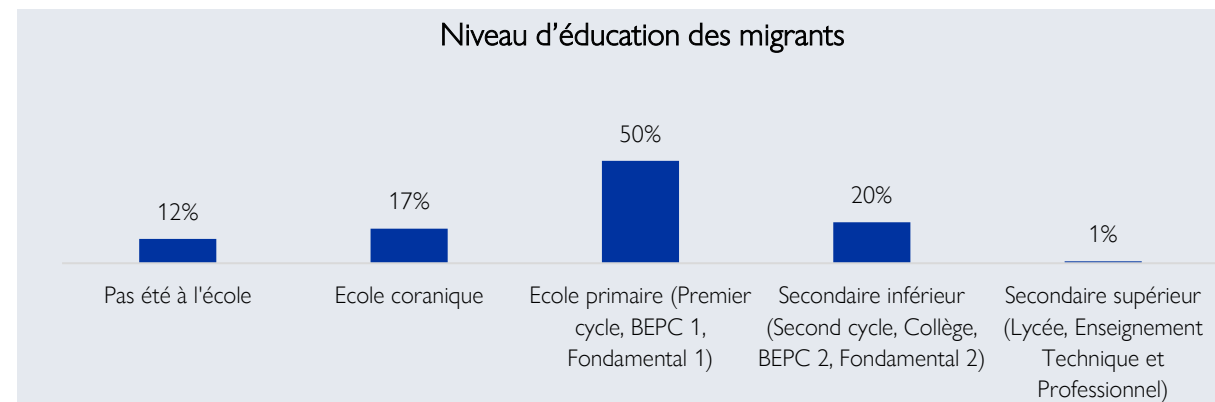
A propos de la nationalité des migrants, la majorité des personnes enquêtées sont des Maliens (71%). La prédominance de cette nationalité reflète la situation de flux entre le Mali et la Mauritanie. Depuis quelques années, la Mauritanie est devenue une destination privilégiée des Maliens du fait de la main d'œuvre mieux rémunérés dans plusieurs secteurs d'activités, notamment la construction, le commerce et les activités de ménages. Elle est suivie principalement par les Guinéens, les Ivoiriens, les Burkinabés et les Sénégalais. Le caractère transfrontalier des flux au Mali est à expliquer par la proximité géographique entre le Mali et ses pays voisins, mais également par l'inscription du Mali dans la CEDEAO qui assure la libre circulation de ces nationalités ci-dessus dans le pays.

L'enquête a été dominée par les jeunes, car la majorité des migrants enquêtés se situe dans la tranche d'âge de 18 à 29 ans, soit 67 pour cent. Cette tranche d'âge reste la plus importante chez les hommes que chez les femmes.

Sous l'angle de la situation matrimoniale, l'enquête a été dominée par les célibataires, soit 65 pour cent. Quant aux mariés, ils représentent 34 pour cent. Cette tendance reste la même chez les hommes que chez les femmes.



La plupart des migrants avaient reçu une éducation classique formelle dont les niveaux sont le primaire ou fondamental 1 (50%), le secondaire inférieur ou fondamental 2 (20%) et le secondaire supérieur ou lycée (1%). Quant à d'autres, ils avaient étudié dans les écoles religieuses (17%). Cette dernière proportion est importante au sein des Nigériens, Burkinabé et Guinéens. Malgré cette forte scolarisation des migrants enquêtés, une proportion non négligeable n'avait pas été scolarisé (12%).





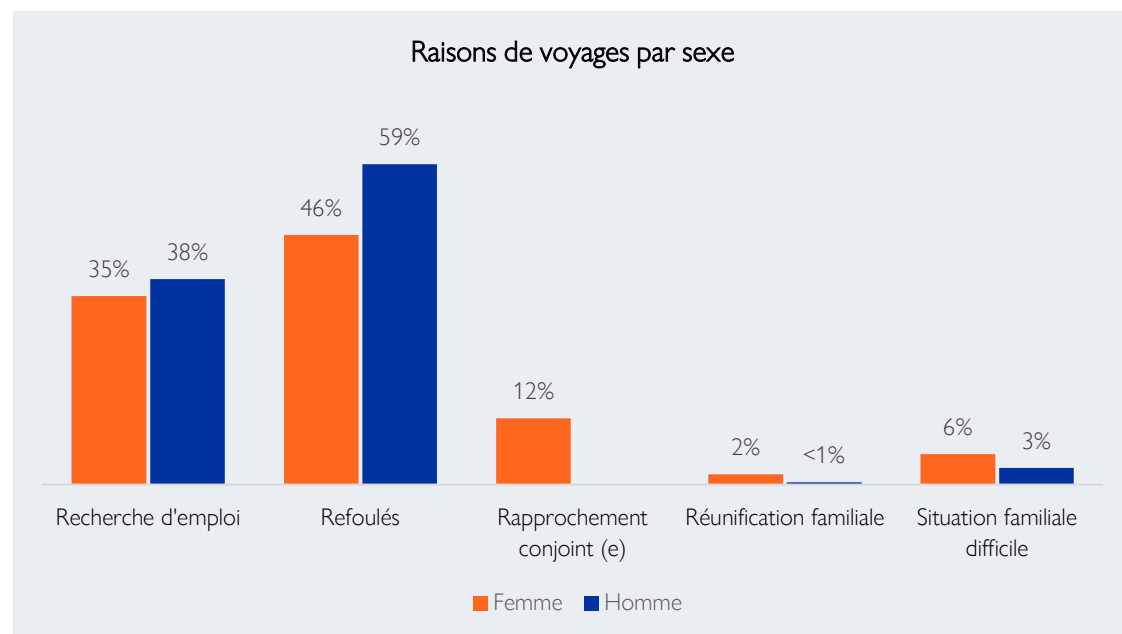
STATUT PROFESSIONNEL ET RAISONS DE VOYAGE

La grande mobilité des migrants observés au Mali est souvent motivée par le manque d'emploi ou de travail stable dans le pays de départ, poussant les jeunes à la migration vers des pays ayant des potentialités économiques importantes. A cela, s'ajoute des retours forcés dans certains pays de destination, obligeant les migrants de revenir dans leur pays de départ ou de tenter une nouvelle migration sur le chemin de retour.

Les raisons de migration évoquées, ont été la recherche d'emploi (84%), la difficulté de la situation familiale (8%), le rapprochement du conjoint ou réunification familiale (7%) chez les migrants en partance vers la Mauritanie.

Et pour les migrants de retour de la Mauritanie, la quasi-totalité a évoqué le retour forcé (98%).

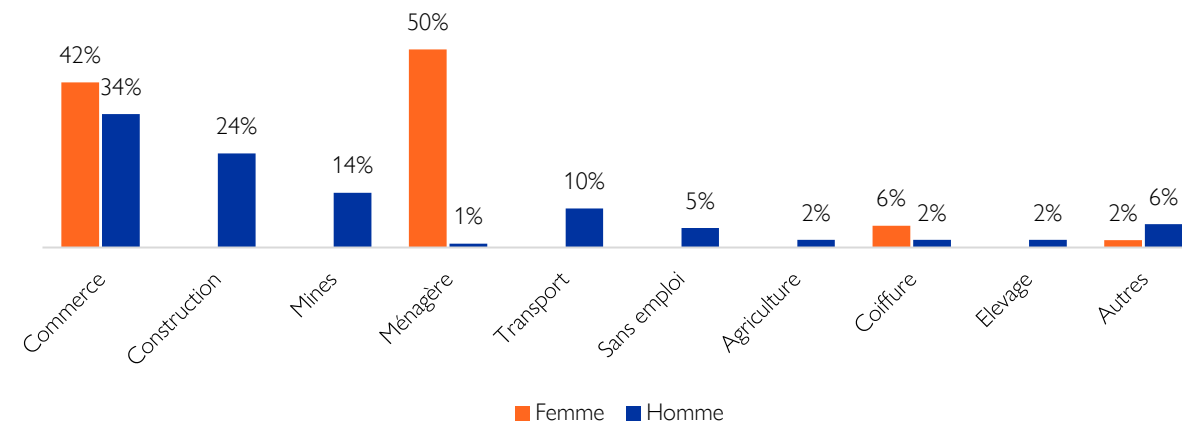
Selon le sexe, le rapprochement de conjoint a été noté chez les femmes (12%). Elles sont des Maliennes, des Ivoiriennes et des Béninoises.



Les résultats montrent que les migrants, avant leurs voyages, travaillaient principalement dans les secteurs de commerce (36%), de construction (20%), de mines (11%), de domestique (10%) et de transport (8%). Seulement 4 pour cent de migrants enquêtés étaient sans emploi. Ils sont entièrement des hommes, notamment des ressortissants du Mali, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Conakry et du Burkina Faso.

Suivant le sexe des migrants, en dehors des activités du commerce, qui étaient considérablement représentées chez les hommes et les femmes, des différences sont notées dans les autres secteurs d'activités. Les hommes pratiquaient les activités de construction, de mines et de transports, par contre, les femmes évoluaient principalement dans les activités de ménages et de coiffure.

Statut professionnel des migrants



Les migrants de retour forcé travaillaient principalement dans le commerce (43%), la construction (19%), le travail de mines et les activités de ménages (travaux domestiques).

Les migrants voyageant pour le rapprochement du conjoint (e), notamment les femmes, pratiquaient principalement les activités ménagères (77%), le commerce (15%) et la coiffure (8%).



VULNERABILITES ET TRAITE DES PERSONNES

Les catégories vulnérables répertoriées représentent 12 pour cent parmi les migrants enquêtés. Ils sont composés de personnes âgées (8%) et de femmes enceintes (4%).

Les personnes âgées observées sont en grande partie des hommes, majoritairement forcés de retourner (69%). Le reste a évoqué des raisons économiques, notamment la recherche d'emploi et la situation familiale difficile.

Quant aux femmes enceintes enquêtées, elles ont évoqué principalement des raisons de retours forcés (62%) et de rapprochement du conjoint (38%).

La migration devient de plus en plus un projet coûteux, alors nombreux migrants contractent des emprunts et dettes auprès de parents ou amis pour financer leur voyage.

La situation des migrants endettés représente 12 pour cent dans les données de l'enquête. Parmi ceux-ci, la majorité affirment subir des pressions ou obliger de payer les dettes (60%). Ils sont principalement des Maliens, des Guinéens et des Ivoiriens.

Types de vulnérabilités



8%

Personnes
âgées



4%

Femmes
enceintes

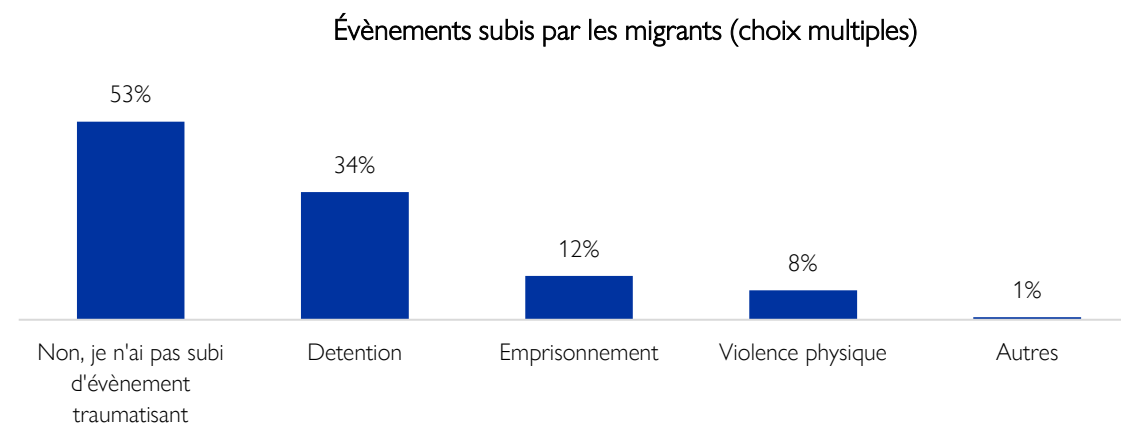
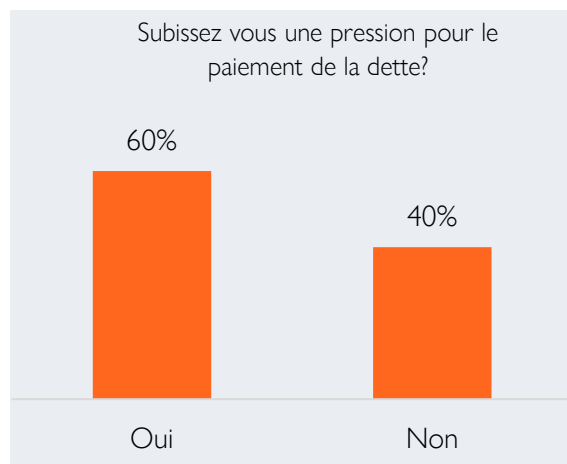
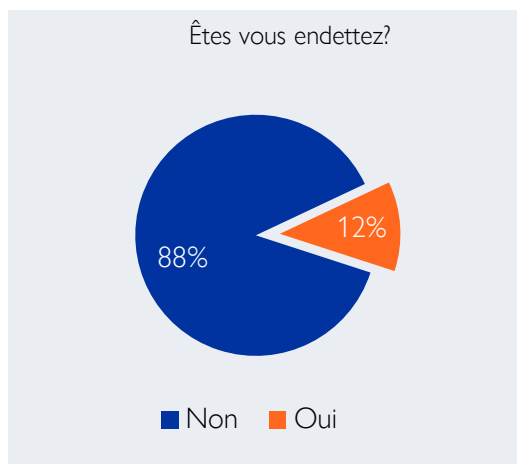
Les migrants en quête de vie meilleure sont parfois exposés à toutes formes d'abus liés au travail forcé, à la faible rémunération, à la rétention de salaires, aux formes de violences et à la maltraitance au cours de leur trajet et souvent dans les pays de destination et de retour.

Les résultats montrent qu'aucun migrant enquêté n'a été confronté à des actes de recrutement, de transfert, d'hébergement ou d'accueil durant leur voyage.

Cependant, la plupart des migrants ont subi des contraintes au cours de leur voyage (73%). Il a concerné 95 pour cent de migrants dans les retours forcés et 43 pour cent chez les migrants de départ.

De plus, une faible proportion (3%) de migrants a affirmé subir de tromperie, d'abus de pouvoir et de menace durant leur trajet migratoire. Ils sont en totalité des hommes de retour forcé.

En plus de ces situations précédentes observés, les migrants ont fait face à de nombreux événements à savoir la détention (34%), l'emprisonnement (12%) et la violence physique (8%). Ces événements ont été notés en très grande partie auprès des migrants de retour forcé de la Mauritanie. Les migrants ayant subis des actes de détention et d'emprisonnement travaillaient principalement dans le commerce, dans la construction et dans l'exploitation minière. Ceux ayant subis des violences physiques étaient dans la construction, dans le commerce et mines.



BESOINS

Au cours du trajet, nombreux migrants sont confrontés à des difficultés dont l'accès aux soins sanitaires et d'assistance psychosociale en cas de maladie.

Besoins sanitaires

Les résultats de l'enquête montrent une absence presque totale des migrants vivants avec des maladies chroniques. Cependant, une proportion considérable (6%) a affirmé être malade au moment de la collecte. Ils sont des migrants de départ (58%) et de retour forcé (42%). La majorité de ces migrants malades n'avaient pas été consultés dans un centre de santé (97%) même si la plupart (94%) d'entre eux affirment ne pas avoir de problèmes liés à l'accès aux soins.

Besoins psychosociaux

Quatre pour cent des migrants avaient du mal à s'endormir avant d'entamer leur trajet migratoire. Ils sont en majorité des migrants de retour forcé (64%). Ils représentent 4 pour cent chez les migrants et 5 pour cent chez les migrantes enquêtées.

Les migrants ont traversé plusieurs événements, notamment la détention (34%), l'emprisonnement (12%) et les violences physiques (8%). Les migrants qui avaient du mal à s'endormir avaient subi au moins un de ces événements cités.

Dans la prison, la maltraitance, la négligence, les agressions et l'abus ont été les actes subis par les migrants. La durée d'emprisonnement se situait entre 1 et 3 mois.

Besoins en vivre et non vivre

Le logement et la nourriture des migrants sont des paramètres importants lors d'un parcours migratoire. Les migrants se trouvent souvent bloqués dans des villes ou des zones de transit, les exposant par la suite aux besoins d'accès au logement ou à la nourriture.

Les enquêtes montrent que seulement un migrant enquêté sur 10 n'avait pas de problème de logement, car ils habitaient dans des familles d'accueil ou chez des amis.

Par contre, 9 migrants sur 10 avaient des problèmes de logement dont une grande partie (78%) trouvaient refuges dans des gares routières. Le reste était sans abris au moment de l'enquête (12%). Ils sont en majorité des migrants de retour forcé (72%) en provenance de la Mauritanie.

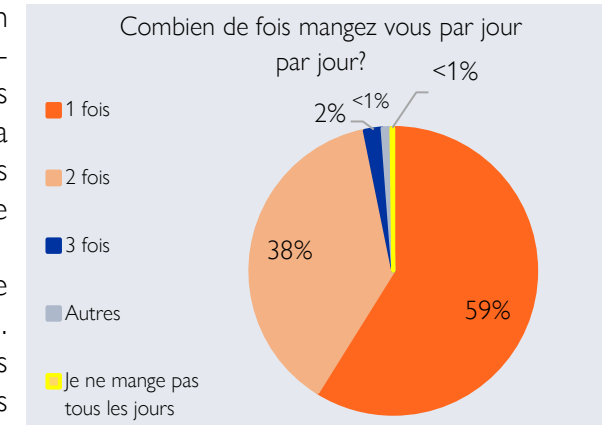
Il est à noter que la nourriture reste encore un besoin pour les migrants enquêtés, car la quasi-totalité (97%) mangeaient au maximum 2 fois par jour. Cette faible fréquence d'accès à la nourriture a été notée en majorité chez les migrants de départ et chez les migrants de retour forcé de Gogui.

L'achat de la nourriture était assuré en grande partie par les migrants eux même (85%). Quant à d'autres, ils se sont fait aider par des personnes de bonne volonté (8%) ou des amis (7%) pour avoir de la nourriture.

Besoins de sécurité et de rétablissement familial

Les migrants enquêtés n'avaient pas été victimes des actes de discrimination dans leur zone d'enquête.

La plupart des migrants enquêtés (77%) ont un besoin de contacter leur famille pour de l'argent, d'assistance, d'information sur leur position et de documents de voyage. Cette situation touche autant les migrants de retour que ceux de départ vers la Mauritanie. Ces derniers sont souvent bloqués dans la ville de Gogui pour des problèmes d'argent ou de carte d'identité. Quant à ceux forcés de retourner de la Mauritanie, ils se retrouvent dans la ville de Gogui sans argent pour retourner dans les zones d'origine.





DTM

MATRICE DE SUIVI
DES DÉPLACEMENTS

ÉVALUATION DES BESOINS DES MIGRANTS VULNÉRABLES À GOGUI

JUIN 2023

<https://dtm.iom.int/mali>